

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-p-5>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°47 > **Vite, des infos !**

1er novembre 2010

Vite, des infos !

La DST convoque trois salariés du Réseau

Le 16 juin 2010, la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) a convoqué au ministère de l'Intérieur trois salariés du Réseau "Sortir du nucléaire" : Philippe, le directeur, et Sabine et Myriam les deux webmestres. Le motif de cette convocation leur a été précisé par téléphone : depuis 2003, le Réseau "Sortir du nucléaire" met à disposition en ligne des documents "confidentiel défense" qui révèlent que le futur réacteur EPR ne résisterait pas au crash d'un avion de ligne.

Quel nouvel élément la DST (aujourd'hui dénommée officiellement DCRI) cherche-t-elle à obtenir ? Les défauts de sûreté de l'EPR et ses surcoûts sont de notoriété publique. La révélation des informations "confidentiel défense" par le Réseau "Sortir du nucléaire" a déjà donné lieu à une procédure judiciaire ; elle a été classée sans suite en juin 2009. C'est en toute légitimité que Philippe, Sabine et Myriam ont décidé de ne pas se rendre à cette convocation arbitraire. Depuis le mois de juin, ils savent qu'ils peuvent être arrêtés à tout moment et emmenés par la force. Mais il n'est pas question de céder devant les mesures d'intimidation de l'État, qui tente à nouveau de déstabiliser le mouvement antinucléaire en faisant pression sur des salariés militants. L'État nous doit la transparence et non le "secret défense" sur tout ce qui concerne le nucléaire !

Si ces arrestations devaient avoir lieu, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle tous les antinucléaires, et toutes les personnes attachées au respect des libertés fondamentales, à manifester leur solidarité et leur indignation.

Nucléaire français : ça sent le Roussely...

Roussely a rendu sa copie au gouvernement, qui avait commandé un rapport sur le nucléaire à l'ancien patron d'EDF. Le rapport complet est classé secret défense mais une synthèse a été rendue publique le 27 juillet.

Seul point "positif", le document reconnaît l'échec patent d'Areva et EDF sur les chantiers des réacteurs EPR. Selon Roussely, la déroute de l'EPR est telle que "c'est la crédibilité, et donc l'existence même" de l'industrie nucléaire française qui est en jeu. Estimant que "la filière nucléaire doit atteindre une compétitivité attractive pour l'investissement privé", Roussely reconnaît que le

nucléaire n'a jusqu'ici jamais été compétitif ni efficace, économiquement parlant.

Mais le rapport Roussely préconise des solutions scandaleuses pour sauver une industrie nucléaire aux abois. Il appelle notamment à "associer au mieux exigences de sûreté et contraintes économiques". En d'autres mots, il appelle à faire des économies au détriment de la sûreté. Il propose également de "poursuivre une action politique résolue pour obtenir que tous les financements multilatéraux destinés aux énergies renouvelables soient aussi ouverts au nucléaire" et donc de détourner des financements destinés aux énergies renouvelables !

Enfin, il convie l'Etat à museler l'Autorité de Sûreté Nucléaire dont les critiques, bien que très timides, sont encore trop gênantes pour Areva et EDF : "il convient d'éviter que des événements de portée très limitée [les incidents dont l'ASN rend compte] conduisent à jeter une suspicion injustifiée sur l'ensemble" de la technologie nucléaire ; "il convient que l'Etat définisse un modus vivendi équilibré avec l'ASN, c'est-à-dire réaffirme le rôle régalién qu'il ne devrait pas abandonner à une autorité indépendante."

L'analyse complète du rapport Roussely par le Réseau "Sortir du nucléaire" est consultable sur : www.sortirdunucleaire.org/dossiers/Rapport-Roussely.html

ITER explose son budget

Le projet ITER n'en finit pas de voir son coût flamber. La construction de ce réacteur de recherche sur la fusion nucléaire, prévue à Cadarache (Bouches-du-Rhône), devait initialement coûter 1,5 puis 3, puis 5 milliards d'euros (juin 2009). Le budget prévisionnel officiel est passé à 9 milliards en mai 2010 puis à 16 milliards en août !

Le physicien Georges Charpak et deux de ses collègues ont publié dans Libération le 10 août une tribune intitulée : "Arrêtons ITER, ce réacteur hors de prix et inutilisable". Ils s'inquiètent du poids énorme que cette augmentation va porter sur les budgets de la recherche scientifique européenne et estiment que "de nombreuses recherches autrement plus importantes sont ainsi menacées". Ils précisent qu'il est encore largement temps d'arrêter ce projet : même si de nombreux frais ont déjà été engagés, "la construction n'est pas commencée, seul le terrain est aménagé".

Là s'arrête malheureusement leur convergence de vue avec le Réseau "Sortir du nucléaire", puisqu'ils recommandent de concentrer l'effort de recherche sur les centrales nucléaires de type Superphénix !...

A lire : *ITER, un soleil artificiel à portée de main ?* pour comprendre pourquoi ITER ne produira jamais d'électricité et ne répond à aucun des enjeux énergétiques actuels.

EPR : toujours plus de retard

EDF a confirmé en juillet un retard de deux ans dans la construction du réacteur nucléaire EPR de Flamanville. L'entrée en service commercial de ce réacteur n'aura pas lieu avant 2014. Ce retard s'accompagne d'un surcoût d'au moins 2 milliards d'euros. L'EPR français coûtera donc au bas mot 5 milliards, au lieu des 3,3 milliards annoncés initialement. Par ailleurs, l'EPR en construction en Finlande accuse plus de 44 mois de retard pour un surcoût de 3 milliards, soit un doublement du coût prévu au départ. Au total, ce sont donc déjà 5 milliards d'euros de surcoût qui seront à la charge des contribuables français.

Blocage du chantier de l'EPR finlandais

Le 28 août dernier, plus d'une centaine de manifestants finlandais et européens ont bloqué la route menant au chantier du réacteur EPR en construction sur le site d'Olkiluoto, en Finlande. Beau succès pour cette action soutenue par 42 organisations de partout en Europe !

L'EPR d'Olkiluoto affiche déjà un retard de trois ans sur son programme de construction, et dépasse de 2,7 milliards d'euros les budgets prévus.

Areva notée à la baisse !

Il n'y a pas que les Etats comme la Grèce qui voient leurs "notes" baisser. Le 28 juin 2010, l'agence de notation Standard & Poor's a déclassé la société Areva de A à BBB+. Elle estime que l'entreprise est "déprimée" pour les deux prochaines années à cause des surcoûts du chantier de l'EPR finlandais (déjà 2,7 milliards).

Grignan-Les Adhémar : Les vins du Tricastin changent de nom

Pour protéger leur AOC des fuites de la centrale nucléaire voisine, les vignerons des "Coteaux du Tricastin" changent de nom. Le 9 juin 2010, l'Institut national des appellations d'origine (Inao) les a autorisés à rebaptiser leur appellation "Grignan-Les Adhémar". Les viticulteurs du Tricastin s'estimaient handicapés par la notoriété du complexe nucléaire implanté dans trois communes voisines, et cherchaient à s'en démarquer depuis des années. Depuis la série d'incidents sur ce site, à l'été 2008, l'appellation aurait perdu 40 % de son volume en deux ans, ce qui a précipité la décision.

Des médecins et des représentants de peuples indigènes appellent à l'interdiction des mines d'uranium

Lors de son congrès mondial fin août à Bâle, l'association IPPNW (Association Mondiale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire) a adopté une résolution appelant à l'interdiction de l'extraction de l'uranium. Les mines d'uranium et tout le processus de transformation du minerai y sont décrits comme une menace pour l'environnement et la santé, causant de graves atteintes aux droits de l'homme.

L'adoption de cette déclaration fait suite à la conférence "Territoires sacrés, peuples empoisonnés", qui a réuni des militants et des représentants de peuples indigènes du monde entier. Au Niger, en Australie, en Inde ou en Amérique du Nord, le constat est le même et les témoignages se ressemblent : les compagnies minières s'installent sur les territoires des peuples autochtones (Touaregs, Sioux, Aborigènes...), dévastant leurs terres, contaminant irrémédiablement leurs eaux et bafouant leurs droits. Les maladies liées aux radiations se multiplient, mais ne font pas l'objet d'une reconnaissance officielle.

Suite à cette conférence, les représentants des peuples menacés sont bien décidés à s'unir pour faire entendre leur voix et favoriser une prise de conscience mondiale.

Plus d'informations sur la conférence : <https://ippnw2010.org>

Allemagne : En novembre 2010, ils arrêteront le Castor. Et vous ?

Dans la première quinzaine de novembre 2010, un transport "Castor" de déchets vitrifiés hautement radioactifs partira de La Hague pour arriver à Gorleben, dans le Nord de l'Allemagne. Trajet probable : traversée de la Normandie, de la Picardie, un petit détour par le Nord-Pas de Calais, puis les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace. Ensuite, le train traversera l'Allemagne du Sud vers le Nord, pour arriver dans la région du Wendland.

Pour les Allemands, ce transport sera l'occasion ou jamais d'envoyer un signal fort pour refuser la politique nucléaire des industriels et d'Angela Merkel. Le gouvernement allemand ayant accepté de prolonger la durée de vie de chaque centrale de huit à quatorze ans, la contestation gagne du terrain comme jamais auparavant. C'est le moment d'instaurer un réel rapport de force, pour empêcher la mise en œuvre de cette décision et exiger une véritable sortie du nucléaire.

Les organisations .ausgestrahlt ("Irradiés") et X-Tausendmalquer ("Barrons-leur mille fois la route !") appellent à une grande action de blocage du convoi Castor, par un sit-in non-violent sur les rails. Plusieurs milliers de personnes sont déjà attendues, promettant une mobilisation exceptionnelle. Des sessions de préparation pour cette action de désobéissance civile sont déjà prévues.

Une participation internationale est bien sûr la bienvenue. Pour les personnes intéressées qui ne peuvent se rendre en Allemagne ni bloquer les trains en France, il est également possible d'apporter son soutien aux actions.

Plus d'informations (en allemand) sur www.x-tausendmalquer.de (choisir la rubrique "Castor 2010").

Pour toute demande en français, contacter transports@sortirdunucleaire.fr

La Ligne THT "Cotentin-Maine" déclarée d'utilité publique au mépris de la santé des riverains

Le Journal Officiel a publié le 27 juin 2010 la déclaration d'utilité publique de la ligne très haute tension (THT) "Cotentin-Maine". Ce réseau électrique 400000 volts doit traverser 64 communes sur 163 km. Il est prévu pour acheminer l'électricité produite par l'EPR en cours de construction à Flamanville (Manche).

Cette décision a été prise par le gouvernement sans avoir réalisé d'étude épidémiologique pour évaluer les effets sanitaires des champs électromagnétiques des lignes à très haute tension. Plusieurs conseils généraux et régionaux soutiennent pourtant la mise en place d'une telle étude, se proposant même de la financer en partie. De nombreux habitants, élus et associations en demandent toujours la réalisation. Plusieurs communes concernées ont pris des arrêtés interdisant les travaux tant que les résultats de l'étude épidémiologique ne seront pas connus et le décret va être attaqué devant le Conseil d'Etat par les associations.

ITER, journal grand public 12 pages.

A consulter gratuitement sur : www.sortirdunucleaire.org/lesdossiers

ou à commander au prix de 2 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne :

<https://boutique.sortirdunucleaire.org>

Pour en savoir plus :

- L'enquête du Criirem "Vivre avec une ligne THT ?" (2009) qui montre que les conditions de vie des riverains des lignes THT sont significativement détériorées :

www.sortirdunucleaire.org/dossiers/THT.html

- Coordination interrégionale Stop-THT, EPR nucléaire, ligne THT Contentin-Maine, non !
www.stop-tht.org

Coordination interrégionale Stop-THT, Mairie, 50640 BUAIS